

ACTION URGENTE

LA MAISON D'UNE DEFENSEURE DE L'ENVIRONNEMENT INCENDIEE

La défenseure de l'environnement Margoth Escobar pourrait être en danger ; sa maison, à Puyo, dans la région de l'Amazonie équatorienne, a été incendiée le 29 septembre. Il s'agit de la troisième attaque enregistrée cette année visant des membres du Collectif des femmes amazoniennes, qui défend les terres, les territoires et l'environnement dans la région de l'Amazonie équatorienne.

Le 29 septembre, la maison de la défenseure de l'environnement **Margoth Escobar**, qui se trouve à Puyo (province de Pastaza, dans la région de l'Amazonie équatorienne), a été incendiée. Le feu a détruit la maison ainsi que les marchandises qu'elle avait rassemblées avec d'autres marchands pour les vendre pendant la période de Noël. Margoth Escobar est membre du Collectif des femmes amazoniennes, une organisation regroupant principalement des femmes indigènes qui défendent les terres, les territoires et l'environnement dans la région de l'Amazonie équatorienne. Cette année, trois défenseures indigènes appartenant à ce collectif ont été menacées et attaquées. Les autorités équatoriennes n'ont pas fait le nécessaire pour les protéger efficacement et pour identifier les auteurs de ces menaces et agressions. De ce fait, l'intégrité physique de Margoth Escobar pourrait être menacée actuellement.

Le 1^{er} octobre, le capitaine de la brigade des sapeurs-pompiers de Puyo a déclaré, conformément aux conclusions de l'expert de la brigade, que l'incendie de la maison de Margoth Escobar avait été causé volontairement. Le 2 octobre, Margoth Escobar a porté plainte au pénal auprès du bureau du procureur général de la province de Pastaza, mais on ne lui a accordé aucune mesure de protection.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- Demandez-leur de mettre en place des mesures de protection efficaces et adéquates pour protéger l'intégrité physique de Margoth Escobar et de sa famille, en consultation avec elle et avec son accord ;
- de mener dans les meilleurs délais une enquête exhaustive et impartiale sur l'incendie qui a détruit la maison de Margoth Escobar, en tenant compte du fait qu'il pourrait avoir été causé en représailles aux activités de défense des droits humains de Margoth Escobar, et de déférer à la justice tous les responsables présumés ;
- de reconnaître publiquement l'importance et la légitimité du travail des défenseurs des droits humains en Équateur, y compris pour ceux qui défendent les terres, les territoires et l'environnement.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 NOVEMBRE 2018 À :

Ministre de l'Intérieur

María Paula Romo Rodríguez

Ministerio del Interior

Benalcázar N4-24 y Espejo,

170401, Quito, Équateur.

Twitter : @MinInteriorEc

Formule d'appel : Señora Ministra, /

Madame la Ministre,

Procureur général

Paúl Pérez Reina

Fiscalía General del Estado

Av. Patria y 12 de Octubre Edificio Patria

170143, Quito, Équateur.

Twitter : @FiscaliaEcuador

Formule d'appel : Señor Fiscal General, /

Monsieur le Procureur général,

Défenseure du peuple (Médiatrice)

Gina Benavides

Defensoría del Pueblo

Av. De la Prensa N54-97 y Jorge Piedra

170104, Quito, Équateur.

Courriel : gbenavides@dpe.gob.ec

Twitter : @DefensoriaEc

Formule d'appel : Madame, / Señora

Defensora del Pueblo,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LA MAISON D'UNE DEFENSEURE DE L'ENVIRONNEMENT INCENDIEE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Cette année, trois défenseures indigènes appartenant au Collectif des femmes amazoniennes ont été menacées et attaquées. Les autorités équatoriennes n'ont pas fait le nécessaire pour les protéger efficacement et pour identifier les auteurs de ces menaces et agressions.

Le 5 janvier, Patricia Gualinga, dirigeante de la communauté indigène Kichwa Sarayaku et membre du Collectif des femmes amazoniennes, a été attaquée par des agresseurs inconnus qui ont caillassé sa maison, qui se trouve à Puyo, tout en criant des menaces dirigées contre elle. Au cours de l'enquête, Patricia Gualinga n'a pas été autorisée à avoir accès aux images enregistrées par les caméras de vidéosurveillance installées dans la rue où elle vit, là où a eu lieu cette agression. Ces images auraient pu lui permettre d'identifier les agresseurs.

En avril, Nema Grefa Ushigua, présidente de la communauté indigène de la Nation sápara et membre du Collectif des femmes amazoniennes, a reçu des menaces de mort. Les autorités ne lui ont offert aucune protection, alors qu'elle a porté plainte au pénal pour ces menaces de mort, et d'autres encore reçues ultérieurement.

Le 13 mai, la maison de Salomé Aranda, dirigeante indigène kichwa de la communauté moretecocha et membre du Collectif des femmes amazoniennes, a été attaquée par plusieurs personnes qui l'ont caillassée. Aucune information n'a jusqu'à présent été rendue publique concernant une éventuelle enquête sur l'identité des agresseurs et sur les motifs de cette attaque. Salomé Aranda a dénoncé publiquement les effets sur l'environnement des activités liées au pétrole dans le bassin de la rivière Villano, ainsi que des cas d'agressions sexuelles liées à ces activités, notamment lors d'un entretien avec le président Lenin Moreno le 22 mars.

Le 9 août, Amnesty International ainsi que les organisations de défense de l'environnement et des droits des indigènes Action écologique, Amazon Watch, Commission œcuménique des droits humains et Fondation Pachamama ont lancé la campagne *Gardiens de la nature* et adressé une lettre ouverte au président Lenin Moreno, appelant les autorités à enquêter de manière efficace sur les attaques visant les défenseurs des droits humains, à mettre en œuvre une politique nationale de protection des défenseurs des droits humains, à appliquer un protocole pour les enquêtes sur les crimes dont ces défenseurs sont victimes, et à signer l'Accord d'Escazú sur l'accès à l'information, la participation et la justice pour les questions liées à l'environnement.

Nom : Margoth Escobar
Femme

AU 179/18 AMR 28/9204/2018, 5 octobre 2018